

Discours - Déplacement Poitiers
Mardi 19 juillet 2011

Monsieur le ministre,
Monsieur le député-maire,
Monsieur le président du Conseil général,
Monsieur le premier président,
Madame le procureur général,

Mesdames, Messieurs,

Je suis ravi que nous soyons réunis aujourd'hui : nous venons de signer l'acte grâce auquel Poitiers va pouvoir se doter d'une véritable cité judiciaire. C'est un acte d'importance dans la vie d'une commune ; il vient consacrer la collaboration de qualité qui s'est nouée entre les élus et la Justice. Ce projet initié en 2006 trouve aujourd'hui un aboutissement grâce à cette mobilisation de tous, et je m'en réjouis.

Je vous sais particulièrement attaché, Monsieur le maire, à valoriser le centre historique de la ville – la réhabilitation des Feuillants, et sa transformation en cité judiciaire, en fera un lieu de vie actif, et très symbolique aussi.

Je veux vous remercier, monsieur le député-maire, monsieur le conseil général, pour votre engagement aux côtés du ministère de la justice dans cette importante entreprise, qui replacera l'ensemble des juridictions au cœur de la cité. Par l'acquisition et la rétrocession des Feuillants, vous permettez à l'ensemble des juridictions (cour d'appel, cour d'assises, tribunal de grande instance, tribunal d'instance, conseil des prud'hommes et tribunal de commerce), aujourd'hui dispersées sur cinq sites différents, de pouvoir investir un nouveau lieu, plus adapté, qui améliorera considérablement les conditions d'accueil des justiciables et offrira un environnement de travail de qualité aux personnels de Justice.

Je veux exprimer mes remerciements également à l'agence pour l'immobilier de la justice qui a mené un excellent travail pour le redéploiement des juridictions et la programmation du nouveau palais de Justice. Je veux saluer très naturellement l'implication des chefs de cours, et des personnels de justice dans ce projet – car je

sais, que dans des conditions matérielles qui ne sont pas toujours simples, ils mènent leurs missions avec beaucoup de dévouement.

L'acte que nous venons de signer est un premier pas, grâce auquel nous allons pouvoir améliorer de façon très significative la situation des juridictions de la ville.

Ces juridictions souffrent actuellement de locaux trop exigus, et peu fonctionnels. La réforme de la carte judiciaire qui a conduit au rattachement du conseil des prud'hommes de Châtelleraut, et au regroupement des tribunaux d'instance de Civray, Loudun et Montmorillon avec celui de Poitiers, a rendu plus urgent encore le besoin de nouveaux locaux judiciaires.

Grâce à vous, ces locaux sont désormais disponibles, le ministère de la Justice va à présent s'engager dans une opération d'envergure, qui devrait s'achever courant 2017, pour leur réhabilitation et leur réaménagement. Au terme de ces travaux, nous disposerons d'un lieu de justice fonctionnel, moderne, qui offrira toutes les garanties d'accessibilité, de sécurité pour que l'œuvre de justice puisse s'accomplir dans les meilleures conditions.

L'investissement, réalisé ici, s'inscrit dans le programme de grande ampleur, mené par la Chancellerie, en faveur de l'immobilier judiciaire. Nous nous sommes, en effet, engagés dans des opérations immobilières lourdes de construction de nouveaux lieux de justice, ou de réhabilitation complète de sites existants. Ce programme bénéficie de moyens sans précédent : l'investissement dépasse le milliard et demi d'euros, et 375 millions d'euros ont été consacrés aux 450 opérations immobilières accompagnant la mise en œuvre de la carte judiciaire.

Pour la seule année 2011, 177 millions d'euros sont consacrés à l'immobilier des palais de justice et à l'entretien courant des bâtiments judiciaires. Et je veux vous annoncer que 11 millions d'euros supplémentaires viennent d'être encore débloqués pour des opérations d'entretien immobilier ou d'équipement mobilier ou informatique de nos juridictions.

*

* *

La politique immobilière est évidemment l'un des vecteurs de modernisation de l'institution judiciaire parmi tous les chantiers que nous menons pour offrir à nos concitoyens une justice plus proche et plus accessible. Une justice efficace et de qualité, tel est l'objectif que nous nous sommes fixés, et en plus de quatre ans, l'institution judiciaire a été profondément réformée – les aboutissements ont été nombreux ces derniers mois, que l'on pense à loi sur la participation des citoyens à la justice et le jugement des mineurs, ou à celle sur la garde à vue.

Ces réformes ne sont possibles et surtout ne peuvent produire tous leurs effets que grâce à l'implication de l'ensemble des acteurs de terrain : acteurs judiciaires, bien sûr, acteurs locaux (élus, mais aussi partenaires de la société civile) qui agissent ensemble pour que les projets que nous définissons et les objectifs que nous nous fixons puissent aboutir. Je sais pouvoir compter sur cette mobilisation, tant chacun ici est convaincu de ce qu'apporte l'œuvre de justice à notre Etat de droit.